

fauteuils directoriaux ont été occupés par une foule de gens qui doivent tout au système. La technocratie est aujourd'hui une couche stabilisée et consciente de ses intérêts. Elle a obtenu sa part de privilèges de haute consommation et en même temps elle s'oppose à la classe ouvrière par ses fonctions quotidiennes de surveillance et par ses aspirations à un « socialisme des directeurs ». Cependant, nous avons déjà vu (chapitre III) que le but de classe de la production dans le système actuel est étranger aux intérêts de la technocratie, et que lorsqu'elle a la possibilité de manifester sa propre initiative elle agit contre les buts déterminés par la bureaucratie. C'est ainsi que les technocrates sont privés — non seulement de la participation aux décisions économiques générales — mais aussi du droit de prendre des décisions importantes concernant leur entreprise et leur travail. Dans le système actuel, les technocrates ne peuvent être que des exécutants et des surveillants ; ils ne peuvent donc réaliser leurs aspirations. Ils proclament et soutiennent la revendication de décentralisation de la direction sur le modèle yougoslave, et tendent donc, en fait, à changer les rapports de production. Le mot d'ordre populaire dans ce milieu, « le pouvoir aux spécialistes », exprime autant le point de vue des directeurs sur ce que doit être la portée sociale de la démocratie dans leur socialisme que leur animosité envers le système existant et la bureaucratie politique dirigeante.

Nous voyons donc que les intérêts de la technocratie dépassent le cadre du système actuel et opposent cette couche à la bureaucratie dirigeante. Nous avons également vu qu'une majorité écrasante de la population — c'est-à-dire : toute la classe ouvrière, la plupart des petits salariés, presque toute la paysannerie (à l'exclusion des plus riches), la jeunesse — se trouve aujourd'hui dans le cadre du système, privée de perspectives de développement et d'amélioration de ses conditions de vie, et que la crise en pleine croissance détériore irrévocablement ses conditions sociales et culturelles. Dans cette situation, la bureaucratie n'a pas la possibilité d'imposer son hégémonie aux autres classes et couches sociales et se voit privée d'appui populaire. Par conséquent, elle doit réduire son pouvoir à la seule contrainte économique, administrative et policière, dévoilant de cette façon l'essence de classe de sa dictature. Le contrôle de la société par la police devient plus sévère, non qu'elle devienne un Moloch engloutissant le parti lui-même, mais parce que dans tous les milieux l'animosité envers la bureaucratie devient de plus en plus aiguë et que, dans cette situation, les forces populaires, en s'organisant, créeraient un danger de mort pour le système. On a sorti du grenier la juridiction de la dictature stalinienne totale — le Petit Code Pénal (M. K. K.) — on revient aux accusations sur la base de l'article 22 de ce code (« le murmure », dépistage par la police des conversations privées) et de l'article 23 du même code (chasse aux notes et correspondances privées).

La bureaucratie, par sa nature même, étouffe l'initiative populaire, car son règne s'appuie sur son monopole d'organisation de la société et sur la destruction des forces populaires indépendantes. Cette tendance se renforce particulièrement dans les périodes de crise du système : lorsque les classes et couches sociales n'ont pas de perspectives de développement et d'amélioration de leurs conditions de vie dans le cadre du système, ni même la perspective de conserver les conditions actuelles d'existence, une initiative populaire authen-